

Rapport financier

Résultats de l'exercice 2014
Rapport du Commissaire aux comptes
Affectation du résultat 2014
Budget prévisionnel 2015



Assemblée Générale du 18 juin 2015





KPMG S.A.
Economie Sociale et Solidaire
Immeuble le Palatin
3 cours du Triangle
92939 Paris la Défense cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 22 00
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 18
Site internet : www.kpmg.fr

Mission Opérationnelle Transfrontalière
38 rue des Bourdonnais
75001 Paris

A Paris La Défense, le 8 avril 2015

Rapport

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Directeur Général, Monsieur Jean Peyrony et qui a fait l'objet de notre lettre en date du 3 décembre 2012, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de la Mission Opérationnelle Transfrontalière relatifs à l'exercice du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014.

Ces comptes annuels sont joints au présent compte rendu ; ils se caractérisent par les données suivantes :

- Total du bilan : 457 473 EUR
- Total des produits d'exploitation : 1 271 189 EUR
- Résultat net comptable : 9 168 EUR

Nous avons effectué les diligences prévues par la norme professionnelle du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables applicable à la mission de présentation de comptes.

KPMG S.A.


Jérôme Eustache
Associé

Bilan

Association

Mission Opérationnelle Transfrontalière

Au : 31/12/2014

EUR

* Mission de Présentation - Voir le rapport de l'expert-comptable

Actif		Exercice			Exercice précédent
		Montant brut	Amort. ou .Prov.	Montant net	Au : 31/12/2013
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Concessions, logiciels et droits similaires	11 843	11 843		6 274
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Total	11 843	11 843		6 274
	Immobilisations corporelles				
Terrains					
Constructions					
Inst. techniques, mat.out.industriels					
Autres immobilisations corporelles	114 018	80 730	33 287	41 096	
Immobilisations grevées de droits					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Total	114 018	80 730	33 287	41 096	
Immobilisations financières (2)					
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Titres immob. activité de portefeuille					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	18 344		18 344	18 669	
Total	18 344		18 344	18 669	
Total I	144 206	92 574	51 632	66 040	
Actif circulant	Stocks et en-cours				
	Matières premières, approvisionnements				
	En cours de productions biens et services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Total				
	Avces et acptes versés sur commandes	3 000		3 000	3 588
	Créances (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	154 400	7 800	146 600	131 706
	Autres créances	34 439		34 439	10 624
Total	188 840	7 800	181 040	142 330	
Divers					
Autres titres					
Valeurs mobilières de placement					
Instrument de trésorerie					
Disponibilités	214 961		214 961	284 719	
Charges constatées d'avance (4)	6 839		6 839	10 535	
Total II	413 641	7 800	405 841	441 173	
Charges à répartir sur plusieurs exercices III					
Primes de remboursement des emprunts IV					
Ecart de conversion Actif V					
Total de l'actif (I+II+III+IV+V)	557 847	100 374	457 473	507 214	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				
Engagements reçus	Legs nets à réaliser acceptés par les organes statutaires compétents Legs nets à réaliser autorisés par l'organisme de tutelle Dons en nature restant à vendre Autres				

Bilan

Mission Opérationnelle Transfrontalière

Au : 31/12/2014

* Mission de Présentation - Voir le rapport de l'expert-comptable

EUR

Passif (avant répartition)		Exercice	Exercice précédent
Fonds propres	Fonds associatifs sans droit de reprise (legs, donations, subv. inv. biens renouvelables)		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves	168 619	168 619
	Report à nouveau	49 829	36 523
	Résultat de l'exercice	9 168	13 306
Fonds associatifs <small>Autres fonds associatifs</small>	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	Apports		
	Legs et donations		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Ecarts de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables par l'organisme		
	Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (commodat)			
Total		I	227 618
		227 618	218 449
Provisions et fonds dédiés	Provisions pour risques	3 000	
	Provisions pour charges		
	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement		
	Fonds dédiés sur autres ressources (apports, dons, legs et donations)		
Total		II	3 000
		3 000	
Dettes	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers (3)		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours (1)		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	41 371	64 966
	Dettes fiscales et sociales	166 033	223 798
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Instrument de trésorerie		
Produits constatés d'avance	19 450		
Total		III	226 855
		226 855	288 764
Ecart de conversion passif		IV	
Total du passif		(I+II+III+IV)	457 473
		457 473	507 214
Renvois	Dettes sauf (1) à plus d'un an		
	Dettes sauf (1) à moins d'un an	226 855	
	(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs (3) Dont emprunts participatifs		
Engagements donnés	Sur les legs acceptés		
	Autres		

Comptabilité tenue en euros

Compte de résultat

Mission Opérationnelle Transfrontalière

Période de l'exercice 01/01/2014 31/12/2014 * Mission de Présentation

Période de l'exercice précédent 01/01/2013 31/12/2013 Voir le rapport de l'expert-comptable

EUR

		Exercice	Exercice précédent
Produits d'exploitation	Ventes de marchandises		
	Production vendue		
	<ul style="list-style-type: none"> Biens Services liés à des financements réglementaires Autres services 	123 468	171 415
		178	2 474
	Montant net du chiffre d'affaires (dont à l'exportation)	123 647	173 889
	Production stockée		
	Production immobilisée		
	Produits nets partiels sur opérations à long terme		
	Subventions d'exploitation	864 658	861 546
	Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	30 640	17 628
Cotisations	252 240	252 360	
Autres produits (1)	2	20	
Total des produits d'exploitation	I 1 271 189	1 305 444	
Charges d'exploitation	Marchandises		
	<ul style="list-style-type: none"> Achats Variation de stocks 		
	Matières premières et autres approvisionnements		
	<ul style="list-style-type: none"> Achats Variation de stocks 	13 906	15 059
	Autres achats et charges externes (2)	351 122	369 182
	Impôts, taxes et versements assimilés	58 663	70 634
	Salaires et traitements	553 095	585 745
	Charges sociales	258 549	236 747
	<ul style="list-style-type: none"> - sur immobilisations amortissements provisions 	17 049	14 308
	Dotations d'exploitation		
	<ul style="list-style-type: none"> - sur actif circulant - pour risques et charges 	7 800	
		3 000	
	Subventions accordées par l'association		
Autres charges	8	35	
Total des charges d'exploitation	II 1 263 195	1 291 714	
Résultat d'exploitation	(I-II) 7 993	13 730	
Opr. courantes	Excédents ou déficits transférés	III	
	Déficits ou excédents transférés	IV	
Produits financiers	Produits financiers de participations		
	Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	1 293	
	Reprises sur provisions, transferts de charges		
	Différences positives de change	1 017	34
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		16
Total des produits financiers	V 2 310	51	
Charges financières	Dotations financières aux amortissements et provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change	358	475
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	VI 358	475	
Résultat financier	(V-VI) 1 952	(423)	
Résultat courant avant impôt	(I-II+III-IV+V-VI) 9 945	13 306	
Renvois	(1) Dont : Dons		
	Legs et donations		
	Produits liés à des financements réglementaires		
	Ventes de dons en nature		
(2) Y compris redevances de crédit-bail			
<ul style="list-style-type: none"> mobilier immobilier 			

Compte de résultat (suite)

Mission Opérationnelle Transfrontalière

Période de l'exercice 01/01/2014 31/12/2014 * Mission de Présentation

Période de l'exercice précédent 01/01/2013 31/12/2013 Voir le rapport de l'expert-comptable

EUR

			Exercice	Exercice précédent
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opérations de gestions			
	Produits exceptionnels sur opérations en capital			
	Reprises sur provisions et transferts de charges			
	Total des produits exceptionnels	VII		
Charges exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur opérations de gestions		777	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital			
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			
	Total des charges exceptionnelles	VIII	777	
Résultat exceptionnel		(VII-VIII)	(777)	
Participations des salariés aux résultats		IX		
Impôts sur les sociétés		X		
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		XI		
Engagements à réaliser sur ressources affectées		XII		
Total des produits		(I+III+V+VII+XI) XIII	1 273 499	1 305 495
Total des charges		(II+IV+VI+VIII+IX+X+XII) XIV	1 264 331	1 292 189
Excédent ou déficit		(XIII-XIV)	9 168	13 306
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
Bénévolat				
Prestations en nature				
Dons en nature				
Charges				
Secours en nature				
Mise à disposition de biens et services				
Personnel bénévole				

Comptabilité tenue en euros



Mission Opérationnelle Transfrontalière

Annexe aux comptes annuels
de l'exercice clos le
31 décembre 2014
Montants exprimés en Euros

Mission Opérationnelle Transfrontalière

1 Faits majeurs de l'exercice

1.1 Evénements principaux de l'exercice

Néant.

1.1.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan ;
- le compte de résultat ;
- l'annexe.

1.1.2 Méthode générale

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de commerce, du décret du 29 novembre 1983 et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement n°99-03 et ses règlements modificatifs, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement n°99-01.

1.1.3 Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

1.1.4 Changement de méthode de présentation

Aucun changement de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

2 Informations relatives au bilan

2.1 Actif

2.1.1 Tableau des immobilisations

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	11 843			11 843
Immobilisations corporelles	111 168	2 850		114 018
Immobilisations financières	18 670		325	18 345
TOTAL	141 681	2 850	325	144 206

2.1.2 Tableau des amortissements

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	5 569	6 275		11 843
Immobilisations corporelles	70 072	10 659		80 731
Immobilisations financières	0			0
TOTAL	75 640	16 934		92 574

2.1.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

2.1.3.1 Principaux mouvements

Néant.

2.1.3.2 Méthode d'amortissement

Type d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels et progiciels	Linéaire	1 an

2.1.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

2.1.4.1 Principaux mouvements

Les acquisitions concernent du matériel de bureau et informatique pour une valeur de 2 850,47 euros.

2.1.4.2 Méthode d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Installations générales	Linéaire	2 à 10 ans
Matériel de bureau informatique	Linéaire	3 à 4 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 à 10 ans

2.1.5 Immobilisations financières

Ce poste concerne le dépôt de garantie pour les locaux occupés.

2.1.6 Créances

Créances(a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créance de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres			
Avances et acompte versés	3 000	3 000	
Créances clients et comptes rattachés	154 400	154 400	
Autres	34 439	34 439	
Charges constatées d'avance	6 839	6 839	
TOTAL	198 678	198 678	

L'exigibilité de toutes les créances de l'actif est inférieure à un an.

2.1.7 Valeurs mobilières de placement

Aucune valeur mobilière de placement détenue à la clôture des comptes 2014.

2.1.8 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance d'un montant de 6 839 euros au 31 décembre 2014 sont composées des charges d'exploitation courantes suivantes :

Assurance 2015 :	618 €
Maintenance 2015 :	3 623 €
Abonnements et diverses fournitures 2015 :	1 132 €
Locations 2015 :	1 466 €
	<hr/>
Total :	6 839 €

2.2 Passif

2.2.1 Fonds propres

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Réserves				-
- Réserves indisponibles				0
- Autres réserves	168 620			168 620
- Réserves réglementées				0
Résultat de l'exercice	13 306	9 168	13 306	9 168
Report à nouveau	36 523	13 306		49 829
Totaux	218 449	22 474	13 306	227 618

2.2.2 Provisions pour risques et charges

L'indemnité de départ en retraite du personnel, non significative à la clôture de l'exercice compte tenu de la jeunesse de l'effectif, n'est pas comptabilisée au 31 décembre 2014.

Une provision de 3 000 euros est constituée au 31 décembre 2014 afin de couvrir le risque de perte du versement d'un acompte figurant à l'actif du bilan.

2.2.3 Fonds dédiés

Néant.

2.2.4 Etat des dettes

Dettes(b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances	
			à plus 1 an	à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine				
Avances et acomptes sur commandes				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	41 371	41 371		
Dettes fiscales et sociales	166 033	166 033		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	19 450	19 450		
TOTAL	226 855	226 855	-	-

Toutes les dettes sont d'échéance inférieure à un an.

3 Informations relatives au compte de résultat

3.1 Ventilation des ressources d'exploitation

	2013	2014
Subventions d'exploitation	861 546	864 658
Cotisations des membres	252 360	252 240
Prestations	173 889	123 647
Transferts de charges	17 628	30 640
Reprise de provisions	0	0
Autres produits	20	2
Total	1 305 444	1 271 189

3.2 Ventilation de l'effectif moyen

Catégories	Personnel salarié
Cadres	8
Employés	-
TOTAL	8

Résultats année 2014

L'exercice 2014 se solde par un **compte de résultat excédentaire à hauteur de 9 168 €** (0.7% du montant total des produits).

En termes de **recettes**, le budget a été inférieur de 7% par rapport au prévisionnel.

Les objectifs en termes d'encaissement de subventions n'ont été réalisés qu'à hauteur de 96% du budget initial du fait de l'absence de subvention d'un nouveau ministère (-20 K€ par rapport au budget initial) et d'une subvention inférieure de 10 K€ du Ministère des Affaires européennes et du Développement international, par rapport à ce qui était prévu.

Par contre, les objectifs en termes d'encaissement des cotisations ont été dépassés (+10% par rapport au budget prévisionnel) témoignant de la confiance en la MOT des adhérents déjà membres et de l'intérêt porté à l'association par les nouveaux venus.

Les attentes initiales en termes de recettes issues des prestations de services sont inférieures de 46% à ce qui était prévu, principalement du fait que les montants de sous-traitance de l'étude TER PACA commandée par la Région PACA ont été finalement versés directement aux sous-traitants de la MOT, apparaissant ainsi tant en déduction de cette ligne de recette qu'en déduction dans la ligne « sous-traitance » du tableau des dépenses. Par ailleurs, certaines études ont démarré plus tard que prévu, d'où un différé d'encaissement de ces recettes sur l'année suivante. Le poste « projets européens » est quasiment conforme au budget initialement prévu. Enfin, on note un quasi doublement de la ligne « autres produits » par rapport au prévisionnel, correspondant à des remboursements de congés maladie et maternité, à des remboursements optimaux de l'organisme de la formation professionnelle, et à divers remboursements de frais de déplacements ponctuels par des organismes extérieurs.

Du côté des charges, le budget est en baisse de 7% par rapport au prévisionnel : on note une stabilité (légèrement baissière) de la masse salariale (-0,4%) par rapport au budget initial), témoignant des efforts de l'équipe dans un contexte de rigueur budgétaire. Outre l'équipe permanente, on peut noter en 2014 le recrutement de 4 stagiaires, 3 CDD courts (un en remplacement d'une chargée de mission partie en congé sabbatique, un en remplacement d'un congé maternité/parental, et l'achèvement du CDD d'une assistante en contrat de qualification Assistant Manager pour renforcer le secrétariat).

Le budget impôts, taxes et formation professionnelle est également en baisse (-17%), principalement du fait de dépenses inférieures à ce qui était prévu en termes de formation (-37%) et à de nouvelles règles pour la taxe sur les salaires (-12%).

Le budget dévolu à la sous-traitance opérationnelle est marqué par une forte baisse par rapport au budget initialement prévu (-96%), à reliaer au paiement direct d'une sous-traitance d'étude par le commanditaire sans passer par la MOT (venant par conséquent également en déduction de la ligne de produits d'études).

M.O.T. : Comparatif budgétaire 2014

(Chiffres en EUROS)

DEPENSES	BUDGET VOTE 2014 (a)	REEL 2014 (b)	VARIATIONS (%) (c) = (b / a)	RECETTES	BUDGET VOTE 2014 (d)	REEL 2014 (e)	VARIATIONS (%) (f) = (e / d)
Salaires et charges sociales	815 067	811 645	0%	Subventions	815 000	785 000	-4%
Impôts, taxes, formation	81 606	67 371	-17%	- CGET	315 000	315 000	0%
Sous traitance opérationnelle	68 100	2 600	-96%	- Groupe CDC	405 000	405 000	0%
Communication et événements	99 264	90 437	-9%	- Ministères			
Honoraires: traitement comptable, paie, budget et juridique.....	39 700	40 791	3%	- Affaires Etrangères	50 000	40 000	-20%
Loyer, entretien, chauffage, EDF eau	113 505	111 801	-2%	- Intérieur	25 000	25 000	0%
Frais de bureau : PTT,téléphone...	68 080	54 343	-20%	- autres ministères	20 000	0	-100%
Frais de Déplacement et Missions	50 000	48 935	-2%	Cotisations	230 000	252 240	10%
Dot.Amortissements et Provisions	21 500	27 849	30%	Assistance et études	228 736	123 469	-46%
Frais divers	4 000	8 559	114%	Projets Européens	81 640	79 658	-2%
				Autres Produits	17 000	33 133	95%
TOTAL	1 360 822	1 264 331	-7%	TOTAL	1 372 376	1 273 499	-7%
				Résultat	11 554	9 168	

Mission Opérationnelle Transfrontalière

38 rue des Bourdonnais

75001 Paris

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2014

Aux membres de l'assemblée générale,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'association M.O.T, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Mission Opérationnelle Transfrontalière

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris, le 20 avril 2015

Le commissaire aux comptes

F.-M. RICHARD & Associés

Julie GALOPHE

Mission Opérationnelle Transfrontalière

38 rue des Bourdonnais
75001 Paris

RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2014

Aux membres de l'assemblée générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de commerce.

Paris, le 20 avril 2015

Le commissaire aux comptes

F.-M. RICHARD & Associés

Julie GALOPHE

Affectation du résultat année 2014

Le Bureau propose à l'Assemblée Générale du 18 juin 2015 d'affecter l'excédent de l'exercice de l'année 2014, soit la somme de 9 168 €, au compte de report à nouveau du bilan de l'association.

Ce qui porte les fonds propres de la MOT à un montant total de +227 618 €.

Budget prévisionnel 2015

Le budget prévisionnel de l'année 2015 soumis au Bureau du 15 avril 2015 et proposé au vote de l'Assemblée Générale, est présenté en baisse de 11% par rapport au réalisé de l'exercice 2014 au niveau des dépenses, et de 11% au niveau des recettes (cf. tableau ci-après).

Du côté des ressources :

- les **subventions** sont en diminution de 11%, du fait d'une baisse de 90 K€ de la Caisse des Dépôts, dans sa volonté d'alignement de sa subvention sur celle du CGET ; les autres financeurs réaffirment leur soutien financier à la MOT à un niveau identique à 2014.

- l'encaissement des **cotisations** est prévu par prudence à la baisse (-5%) par rapport au réel de 2014 du fait des difficultés financières auxquelles sont potentiellement confrontés certains membres en période de crise.

- les **prestations de services** sont prévues à hauteur d'environ 130 K€, soit un niveau légèrement supérieur (+6%) au réel de 2014. A ce jour, la majeure partie du montant de ces prestations envisagées est d'ores et déjà assurée car faisant l'objet de contrats signés. Celles-ci concernent notamment l'achèvement d'études commencées en 2014 ou avant (Etude Afrique pour l'ONU, SGAR Nord-Pas-de-Calais, Etude transports pour la Région PACA) et la conduite de nouvelles études (Préfecture de Guyane, Grand Duché du Luxembourg, Commission européenne...).

- les **projets européens**, dont le budget en baisse (-29%) concerne la poursuite et l'achèvement d'une action cofinancée dans le cadre d'Europ'Act : la conduite d'un projet portant sur les « Outils pour faciliter le développement économique intégré des territoires transfrontaliers ».

Du côté des dépenses, on peut retenir les principaux éléments d'explication suivants (toujours par rapport au réalisé de l'année 2014) : une diminution globale des dépenses de l'ordre de **11%**, ayant pour explication les points suivants :

- la **masse salariale** est en nette diminution (-9%), résultant notamment de l'absence de la Responsable de l'animation du réseau, en congé sabbatique pendant une grande partie de l'année, non remplacée à cause de la baisse de subvention de la Caisse des Dépôts.

- la baisse notable de la ligne **impôts, taxes et formation professionnelle (-26%)**, dans la mesure où elle est corrélée à la masse salariale, et de l'absence du paiement du versement transports dans la mesure où l'effectif de la MOT sera inférieur à 9 personnes.

- l'augmentation de la ligne **sous-traitance opérationnelle** liée à l'activité d'expertise prévue pour l'année 2015.

- la nette diminution du budget « **Communication et Evénement** » (-16%) essentiellement liée à la fin des dépenses importantes de refonte du site Internet, et à l'absence de publication d'un cahier en 2015.

- une baisse (8%) du budget « **Frais de bureau** », liée à la renégociation de différents contrats notamment celui relatif à la location du photocopieur.

- une baisse de 14% de la ligne « **Frais de déplacement et missions** », à relier à la localisation des prestations des prestations à exécuter
- Enfin, le poste budgétaire relatif aux dotations, amortissements et provisions est en baisse de 64% du fait de l'achèvement de l'amortissement des logiciels récemment acquis et autres équipements.

Les ressources propres de la MOT se situent à un niveau de +227 618 € (+4,2%). Ces fonds propres doivent permettre de pallier les problèmes de trésorerie (retard récurrent dans le versement de certaines subventions et dans le paiement de certaines cotisations) auxquels la MOT est régulièrement confrontée. **Le budget prévisionnel 2015 se caractérise par ce maintien dans un « équilibre positif » avec un excédent budgétaire projeté modeste (+ 4 785 €) mais nécessaire et prudent malgré tout pour pallier les aléas éventuels.**

M.O.T. : Comparatif budgétaire réalisé 2014 et prévisionnel 2015

(Chiffres en EUROS)

DEPENSES	REEL 2014 (a)	BUDGET 2015 (b)	VARIATIONS (%) (c) = (b / a)	RECETTES	REEL 2014 (d)	BUDGET 2015 (e)	VARIATIONS (%) (f) = (e / d)
Salaires et charges sociales	811 645	737 565	-9%	Subventions	785 000	695 000	-11%
Impôts, taxes, formation	67 371	50 137	-26%	- CGET	315 000	315 000	0%
Sous traitance opérationnelle	2 600	7 200	177%	- Groupe CDC	405 000	315 000	-22%
Communication et événements	90 437	76 000	-16%	- Ministères			
Honoraires: traitement comptable, paie, budget et juridique.....	40 791	39 700	-3%	- Affaires Etrangères	40 000	40 000	0%
Loyer, entretien, chauffage, EDF eau	111 801	112 100	0%	- Intérieur	25 000	25 000	0%
Frais de bureau : PTT,téléphone...	54 343	49 900	-8%	- autres ministères	0	0	0%
Frais de Déplacement et Missions	48 935	42 000	-14%	Cotisations	252 240	240 000	-5%
Dot.Amortissements et Provisions	27 849	10 000	-64%	Assistance et études	123 469	130 375	6%
Frais divers	8 559	5 500	-36%	Projets Européens	79 658	56 512	-29%
TOTAL	1 264 331	1 130 102	-11%	Autres Produits	33 133	13 000	-61%
				TOTAL	1 273 499	1 134 887	-11%
				Résultat	9 168	4 785	

M.O.T. : Budget 2015

(Chiffres en EUROS)

DEPENSES	BUDGET 2015 (c)	RECETTES	BUDGET 2015 (h)
Salaires et charges sociales	737 565	Subventions	695 000
Impôts, taxes, formation	50 137	- CGET	315 000
Sous traitance opérationnelle	7 200	- Groupe CDC	315 000
Communication et événements	76 000	- Ministères	
Honoraires: traitement comptable, paie, budget et juridique.....	39 700	- Affaires Etrangères	40 000
Loyer, entretien, chauffage, EDF eau	112 100	- Intérieur	25 000
Frais de bureau : PTT,téléphone...	49 900	- autres ministères	0
Frais de Déplacement et Missions	42 000	Cotisations	240 000
Dot.Amortissements et Provisions	10 000	Assistance et études	130 375
Frais divers	5 500	Projets Européens	56 512
TOTAL	1 130 102	Autres Produits	13 000
		TOTAL	1 134 887
		Résultat	4 785

M.O.T. : Comparatif pluriannuel 2013 - 2015

(Chiffres en EUROS)

DEPENSES	REEL 2013	REEL 2014	BUDGET 2015	VARIATIONS 2014-2015	RECETTES	REEL 2013	REEL 2014	BUDGET 2015	VARIATIONS 2014-2015
Salaires et charges sociales	822 637	811 645	737 565	-9%	Subventions	795 000	785 000	695 000	-11%
Impôts, taxes, formation	80 803	67 371	50 137	-26%	- CGET	315 000	315 000	315 000	0%
Sous traitance opérationnelle	12 535	2 600	7 200	177%	- Groupe CDC	405 000	405 000	315 000	-22%
Communication et événements	104 133	90 437	76 000	-16%	- Ministères				
Honoraires: traitement comptable, paie, budget et juridique.....	38 348	40 791	39 700	-3%	- Affaires Etrangères	45 000	40 000	40 000	0%
Loyer, entretien, chauffage, EDF eau	111 836	111 801	112 100	0%	- Intérieur	30 000	25 000	25 000	0%
Frais de bureau : PTT,téléphone...	55 700	54 343	49 900	-8%	- autres ministères	0	0	0	0%
Frais de Déplacement et Missions	47 912	48 935	42 000	-14%	Cotisations	252 360	252 240	240 000	-5%
Dot.Amortissements et Provisions	14 165	27 849	10 000	-64%	Assistance et études	171 415	123 469	130 375	6%
Frais divers	4 121	8 559	5 500	-36%	Projets Européens	66 546	79 658	56 512	-29%
TOTAL	1 292 189	1 264 331	1 130 102	-11%	Autres Produits	20 174	33 133	13 000	-61%
					TOTAL	1 305 496	1 273 499	1 134 887	-11%
					Résultat	13 306	9 168	4 785	

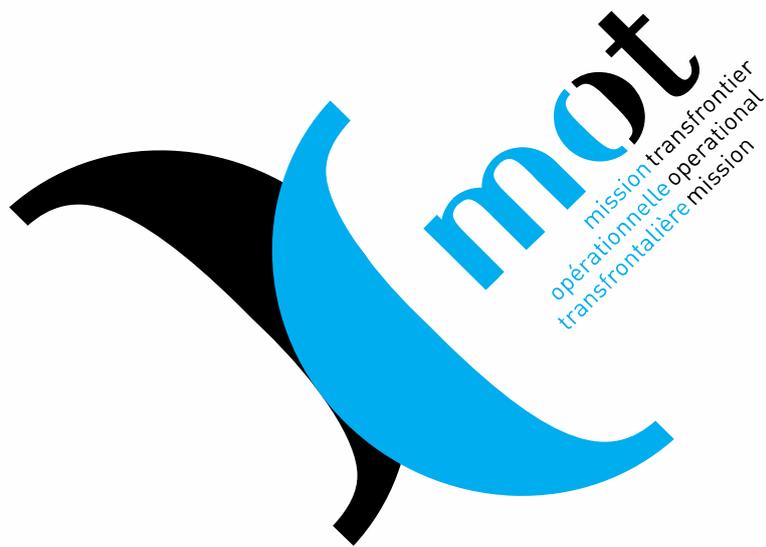
PRINCIPALES CONCLUSIONS

L'année 2014 a été marquée par **le dynamisme de la structure, tant dans sa capacité à réaliser des expertises et projets européens sur des thématiques et territoires toujours plus variés (impactant ainsi la répartition des produits), que celle à animer son réseau en augmentant encore légèrement le nombre de ses membres.**

Sur le plan de la répartition des recettes prévues en 2015, les subventions correspondent à 61% du budget « recettes totales » de la MOT, les cotisations correspondent à 21%, les prestations de service à 11,5% et les projets européens à 5%. Cela permet à la MOT d'affirmer son rôle d'outil public au service de la gouvernance multi-niveaux de la coopération transfrontalière, conservant un volant d'activités lucratives limité mais en augmentation, qui lui permet de mettre son savoir-faire et son expertise, toujours plus spécialisée et reconnue, au service de la demande des acteurs du transfrontalier de toutes échelles.

Les efforts de l'année 2014, tant dans la maîtrise des dépenses que dans la diversification des recettes (la MOT a remporté 75% des appels d'offre auxquels elle a répondu depuis 2011), lui ont permis **de confirmer la tendance engagée dès 2010** : les efforts produits par l'équipe en termes de développement du réseau des adhérents de la MOT et par une abondante production d'expertise (études, projets européens) ont montré une fois de plus la structuration saine et efficace de sa gestion et sa capacité d'adaptation, qui ont contribué à un **résultat comptable positif conforme aux prévisions (+ 9 168€).**

Cette gestion prudente se poursuit dans le budget prévisionnel 2015 dans lequel figure la perspective d'un excédent budgétaire de 4 785 €, modeste mais nécessaire afin de pallier d'éventuels aléas. Du fait de la diminution significative de la subvention de la Caisse des Dépôts en 2015, il est à noter que ce modeste excédent n'est possible que parce que la responsable de l'animation du réseau est en congé sabbatique une partie de l'année 2015. La question du maintien de l'équilibre financier du budget de la MOT risque de se poser en 2016 si le niveau de subvention et de cotisation n'est pas augmenté.



Mission Opérationnelle Transfrontalière

38, rue des Bourdonnais - 75001 Paris - France
www.espaces-transfrontaliers.eu

tél. : +33 1 55 80 56 80 - fax : +33 1 42 33 57 00
mot@mot.asso.fr



cget

